

RAPPORT D'ENQUÊTE

No. de dossier : 2010-12-003

Enquêteurs : [REDACTED], M. Morin

Type d'enquête : Situation d'intimidation de la part d'un entrepreneur.

Origine : [REDACTED]

Personnes Ressource :

Nom : [REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Tél. : [REDACTED]

[REDACTED]

Mise en contexte :

Lors de la présentation que nous avons donnée [REDACTED] a fait part du fait que dans un projet pour lequel [REDACTED], l'entrepreneur qui a eu le contrat fait des actions ou des paroles qu'il juge être de l'intimidation à l'égard des employés du ministère et du chargé de projet.

Selon la personne ressource, cette situation s'est reproduite à plusieurs reprises dans le passé. Sans fournir de précision au moment de la présentation, [REDACTED] a indiqué qu'il s'agissait d'une petite entreprise et que le propriétaire était souvent porté à ce genre d'attitude. [REDACTED] nous a indiqué qu'il avait toujours réussi à garder le contrôle de la situation et que ceci n'a pas affecté le projet comme tel.

Actions prises :

Le [REDACTED] [REDACTED] contacté et une demande a été faite auprès de [REDACTED] pour obtenir les coordonnées [REDACTED] en cause afin de planifier une rencontre relativement à cette affaire. [REDACTED] a indiqué que [REDACTED] était [REDACTED]

██████████ et qu'██████████ allait discuter des détails avec ██████████ et en parler avec ██████████ après quoi ██████████ nous donnerait un retour sur l'éventualité d'une rencontre.

Le 2010-12-09, ██████████ a été contacté et informé de notre intention de rencontrer ██████████ relativement à cette affaire. ██████████ s'est dit tout à fait d'accord avec notre démarche et ██████████ nous a indiqué qu'il aviserait ██████████ en conséquence.

Suite à un appel placé au bureau de ██████████, nous avons été informés que ██████████ serait ██████████ jusqu'au ██████████.

Suivi anticipé :

Prendre rendez-vous avec ██████████ ██████████

Établir les faits relativement à ces allégations.

Rencontre avec l'entrepreneur en cause.

Date du prochain rapport : ██████████

Sous-enquête

Rédacteur : ██████████

Superviseur : ██████████

██████████
Unité Anti Collusion

RAPPORT D'ENQUÊTE

Dossier no. 2010-12-003

Sujet du dossier : Intimidation de la part d'un entrepreneur

Date du rapport : [REDACTED]

Type d'enquête : Situation d'intimidation de la part d'un entrepreneur.

Origine : [REDACTED] t [REDACTED]
[REDACTED]

Mise en contexte :

Ce rapport fait suite au premier rapport soumis dans ce dossier.

[REDACTED], une rencontre a eu lieu avec [REDACTED]
[REDACTED]

Cette rencontre avait pour but d'établir les faits et les circonstances concernant les informations reçues de la part [REDACTED] relativement au fait qu'un entrepreneur de la région avait eu un comportement qui pouvait être perçu comme de l'intimidation.

Sujet visé :

Entrepreneur en cause est M. Gérard Durand
Propriétaire exploitant
Les constructions RANDARD
142 rue Miquelon, St-Camille, J0A 1G0
819-828-2145
randard@axion.ca

Description physique : 5'9'' apx 180 lbs, 50 ans apx

Personnes ressources :

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED]

Description de la situation :

Selon [REDACTED], M. Durand fait affaire avec le MTQ depuis 1995-96. Suite à un incident où il avait eu un comportement jugé non acceptable au cours de l'exécution d'un contrat qui lui avait été octroyé, [REDACTED], un rapport de rendement insatisfaisant avait été rédigé et cet entrepreneur avait eu une suspension de son droit de soumissionner pour deux ans.

Pour sa part, [REDACTED] nous explique qu'il a eu à faire affaire avec cet entrepreneur depuis [REDACTED], lorsqu'il [REDACTED] décrit Gérard Durand comme étant une personne [REDACTED] qui manque de savoir vivre. [REDACTED]

Profil de l'entreprise :

Le contremaître de chantier pour Constructions Randard est le fils de M. Durand et selon les documents vérifiés il s'agit de Daniel Durand. Les sous-contractants spécialisés et les fournisseurs utilisés par cette entreprise sont les mêmes qu'utilisent les autres compagnies de construction dans la région et ils n'ont pas de profil particulier selon les informations reçues à ce stage. [REDACTED] nous explique que Constructions Randard est une petite compagnie qui qualifie du type familiale et que l'épouse de M. Durand s'occupe de l'administration.

Nature des contrats accordés à Constructions Randard :

En 2006, M. Durand a recommencé à soumissionner sur les contrats du MTQ et plusieurs contrats lui ont été octroyés par la suite. La valeur des contrats en cause se situe entre 100 mille et 700 mille dollars. La nature des travaux impliqués a été des réparations de ponts ou des remplacements de tabliers. Il s'agit de contrats donnés suite à des appels d'offre. Il est à noter que cette compagnie de construction ne fait pas partie de la liste des entreprises qui doivent faire l'objet de considération lors de contrats qui sont donnés sur invitation.

La liste des contrats accordés à Contructions RANDARD par le MTQ, [REDACTED] au cours des cinq dernières années nous a été transmise par [REDACTED] et se lit comme suit :

- 9001-07-0217 Réparations mineures autoroute 55 Magog
- 9001-07-0218 Réparations mineures chemin Saint-Michel et route 220
- 9001-07-0204 Réfection ponceau autoroute 10 Sherbrooke
- 9001-09-0236 Remplacement tablier pont acier-bois Brandy Creek Valcourt
- 9001-10-0211 Remplacement tablier pont acier-bois chemin Provencher Barnston-Ouest
- 9001-10-0234 Réparation pont chemin 7^e rang Saint-Claude

Faits relatés :

[REDACTED] a été [REDACTED] impliqué [REDACTED] contrats effectués par Construction Randard. Dans une situation particulière, où [REDACTED] avait signalé à Durand que les travaux ne rencontraient pas les exigences, M. Durand aurait traité les intervenants du MTQ d'incompétents. [REDACTED] a appelé [REDACTED] et [REDACTED] l'aurait invectivé de bêtises et de sacres au téléphone. Toutefois, les travaux avaient été corrigés par la suite selon les exigences du Ministère. À cette époque, [REDACTED] Ce dernier aurait été en poste lors de la soumission du rapport de rendement négatif à l'origine de la suspension de deux ans. [REDACTED] nous explique que M. Durand chiale toujours lorsque des situations ne sont pas à son goût mais qu'il fait quand même les travaux après coup.

[REDACTED] et [REDACTED] nous indiquent que Construction Randard a eu cinq contrats depuis 2006 et ils nous font part des faits suivants.

En [REDACTED], dans le cadre d'un contrat de rénovation d'un pont, [REDACTED] ont reçu des menaces de Gérard Durand. [REDACTED] ont répliqué en disant à l'entrepreneur qu'ils n'acceptaient pas ces propos et qu'ils allaient appeler la Sureté du Québec.

Dans le projet du [REDACTED] un litige a eu lieu impliquant un montant de 25 mille dollars, relativement à des travaux effectués ainsi que des matériaux. Lors d'une réunion de chantier, Gérard Durand a dit au surveillant [REDACTED] chargé de la surveillance du chantier que " si il faut que je casse des jambes je vais le faire".

Dans un autre contrat, Gérard Durand aurait également eu des paroles abusives et il aurait tenu des propos de nature menaçante à l'égard des surveillants. Les personnes visées dans ces incidents sont les suivants [REDACTED]

[REDACTED] La même situation se serait produite en 2007 alors que [REDACTED]

[REDACTED] dit avoir reçu personnellement des menaces de Gérard Durand lors d'une situation où [REDACTED] s'avérait être déraisonnable comparativement au prix du contrat et il l'a refusé. Gérard Durand lui a alors dit : "Je vais te casser les deux jambes et je vais m'arranger pour l'avoir".

[REDACTED] dit avoir rencontré Gérard Durand en [REDACTED] et lui avoir mentionné qu'il n'appréciait pas la façon de parler ni l'attitude de ce dernier, qu'il ne serait pas influencé par ce genre de propos et qu'il souhaitait qu'il change sa façon de faire.

Pour expliquer le fait qu'il ne font [REDACTED] rencontrés nous mentionnent que malgré son attitude et sa façon de se comporter, l'entrepreneur en cause fait le travail demandé et les prix qu'il soumissionne sont bons.

Rencontre avec [REDACTED]

Dans le cadre de cette enquête, suite aux informations reçues de [REDACTED] le [REDACTED] une rencontre a eu lieu avec les représentants de la [REDACTED]

La [REDACTED] a eu le mandat de surveillance des contrats 9001-[REDACTED] et 9001-[REDACTED] relativement à la réparation de ponts dans la région de Magog et Sherbrooke. Ces contrats de construction ont débuté [REDACTED] et se sont terminés à [REDACTED]. L'entrepreneur en construction responsable de l'exécution de ces deux contrats était Constructions Randard dont M. Gérard Durand est le propriétaire opérant.

Les intervenants rencontrés sont les suivants:

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Résumé des informations reçues :

[REDACTED]

[REDACTED] était [REDACTED] l'obtention des contrats du MTQ [REDACTED] a rencontré M. Gérard Durand lors d'un contrat pour [REDACTED] et dans un autre contrat du ministère [REDACTED] Dans le cadre des deux contrats de [REDACTED] n'a pas eu à traiter directement avec M. Durand sauf pour l'avoir vu lors de sa présence à une réunion de chantier [REDACTED] n'a pas de détails spécifiques à mentionner sauf le fait que M. Durand avait un langage crue. [REDACTED] nous explique qu'[REDACTED] était [REDACTED] à quitté la firme [REDACTED] et [REDACTED] l'a remplacé. Selon [REDACTED] advenant une offre de contrat dans lequel serait impliqué Constructions Randard et Gérard Durand, [REDACTED] remettrait en question d'accepter le contrat.

[REDACTED]

[REDACTED] dit qu'[REDACTED] dit avoir eu des menaces de la part de Gérard Durand lors de travaux sur le chantier [REDACTED] Ceci s'est produit dans la phase de [REDACTED] En le pointant du doigt et en le frappant dans l'estomac avec le doigt, Gérard Durand lui a dit que s'il avait des coupures ou des pénalités il allait péter la gueule à quelqu'un. [REDACTED] lui a dit d'arrêter et que ce [REDACTED] ici et qu'[REDACTED] allait appeler la police s'il continuait. Il ajoute que M. Durand lui a dit qu'il avait déjà brassé un surveillant du MTQ avant et lui a dit tu t'informerai. [REDACTED] a perçu ces paroles comme voulant lui faire peur et ajouter du poids à ces menaces. Par la suite Gérard Durand a arrêté de venir sur le chantier et c'est ses deux fils qui ont continué de gérer le chantier. Son fils, Daniel Durand a pris le chantier en main. [REDACTED] fait mention que les deux fils de Durand se menaçaient mutuellement sur le chantier. Il dit avoir entendu dire l'un des deux dire à l'autre : je vais te couper la tête avec la skill saw. Lors de la menace qu'il a reçu de Gérard Durand, les seules personnes présentes sur le chantier étaient des employés de Constructions Randard et son fils Daniel Durand. [REDACTED] a parlé de la situation avec [REDACTED] par la suite et ce dernier lui a dit : s'il refait ça, fait le embarquer.

■ dit ne pas avoir senti que sa sécurité était en péril et ■ explique que sa réaction était de penser : je vais lui montrer que je n'accepterai pas ce genre de situation. ■ dit avoir rapporté ces faits ■ mais n'a pas fait de mention écrite au journal de chantier à cet effet.

Selon cet intervenant, Gérard Durand ce donne des airs de dure et il porte toujours une veste de motard avec l'inscription Harley Davidson.

■

■ a remplacé ■
■ indique ■ n'a jamais rencontré Gérard Durand en personne ■. À un moment donné vers la fin du contrat Gérard Durand lui a fait des représentations à l'effet qu'■ ne devait pas faire de vérification avec les sous-contractants et lui a dit des paroles menaçantes et intimidantes. ■ dit ne pas avoir eu un sentiment de danger parce que c'était au téléphone. À la fin du projet alors qu'il y avait des trous à boucher et que les armatures devaient être protégés avant le béton, il avait eu des paroles désobligeantes à son égard mais pas des menaces comme telles. À la conclusion du projet ■ a fait mention dans le rapport d'évaluation du rendement des fournisseurs transmis au MTQ d'une note insatisfaisante au chapitre des communications et collaboration. La note se lie somme suit : Régulièrement, lors des communications verbales, l'entrepreneur fulmine et tient des propos virulents et acerbes. Une copie de ce document nous a été remise.

En ce qui concerne la compétence et la qualité du travail effectué par cette entreprise, ■ mentionne qu'il fait le travail correctement seulement lorsqu'il est surveillé et que les normes sont fermement exigées. Cette opinion est partagée ■ rencontrés.

■

■ explique que lors de son arrivé sur ce projet, Gérard Durand lui a dit qu'■ était trop exigeant et qu'■. Après qu'■ Durand lui a dit les paroles suivantes : Je connais un entrepreneur qui a déjà foncé dans l'auto d'un surveillant. À ce moment là, il y avait l'épouse de M. Durand qui était présente. ■ dit avoir perçu ces paroles comme pas très sérieuses parce qu'■ ses fonctions et qu'il n'était pas au courant des incidents passés. Selon ■ le fait qu'■ parle toujours de façon grossière, les gens ne se sentent pas autant menacés.

Rencontre ■

Afin de confirmer les faits relatés par ■ et des firmes de génie conseil déjà interviewés, et obtenir des précisions sur les agissements de M. Gérard

Durand, une rencontre a eu lieu le [REDACTED] avec les représentants de la firme [REDACTED]. Cette firme avait le mandat de surveillance des travaux pour les trois contrats [REDACTED] qui ont été effectués par Construction Randard soit :

[REDACTED]

[REDACTED] rencontrés sont les suivants :

[REDACTED] dans le contrat [REDACTED]

[REDACTED] dans le contrat [REDACTED]

[REDACTED] chantiers

Résumé des informations recueillies :

[REDACTED]

Relativement aux agissements de M. Durand, [REDACTED] relate une situation où M. Durand avait fait de l'empierrement en surplus des quantités prévues dans le contrat sans même que le surveillant soit au courant. Ceci s'est produit malgré qu' [REDACTED] l'avait avisé de surveiller les quantités autorisées avant qu' [REDACTED] fasse le travail. [REDACTED] indique que tous les extras doivent être acheminés au MTQ par le surveillant pour autorisation préalable. Dans ce cas, les travaux ont été exécutés avant que les gens de surveillance s'en aperçoivent. Ceci a amené une demande d'avenant pour une quantité de pierre qui n'était pas au contrat et dont le prix au bordereau avait été fixé par M. Durand à plus ou moins 200\$/M carré alors que le prix normale moyen est de 55\$/M carré. La demande de paiement ayant été refusé [REDACTED] M. Durand avait manifesté sa colère et proféré des menaces telles que " je sais comment faire casser des jambes". [REDACTED]

Lors d'une réunion avec les représentants du MTQ dans le cadre des négociations pour ces quantités de pierre en extra, selon [REDACTED] M. Durand avait été tellement

colérique et avait proféré tellement de menaces que le gérant de projet [REDACTED] était disposé à autoriser le paiement et c'est [REDACTED] qui a insisté pour dire que ceci ne devait pas se faire car il utiliserait toujours cette façon de faire dans les situations à venir.

[REDACTED] nous informe avoir averti Gérard Durand à l'égard de son comportement inacceptable et lui avoir mentionné qu'il se faisait du tort à parler comme ça. [REDACTED] ne croit pas que M. Durand passera aux actes. Selon [REDACTED], les paroles concernant le cassage de jambes étaient dites à toutes les rencontres de chantier et ça devenait comme crier au loup. [REDACTED] dit ne pas s'être senti en danger et ne pas avoir craint pour sa sécurité.

Selon [REDACTED] le débalancement des bordereaux est une pratique systématique pour cet entrepreneur et il utilise des paroles menaçantes pour obtenir le paiement lorsqu'il y a des refus. [REDACTED] avait soumis un rapport intérimaire relativement au rendement de l'entrepreneur et une indication sur la difficulté de communication avait été notée.

[REDACTED]
[REDACTED] nous informe que lors de la réunion de démarrage, dans le contrat [REDACTED] il avait regardé les bordereaux de soumission de Construction Randard et a remarqué à nouveau au bordereau que l'item de la pierre était débalancé. En réunion, le point fut soulevé auprès de M. Durand, il a réagit de façon très vive et son comportement n'était pas acceptable selon [REDACTED] à un point tel qu'il n'était pas possible de faire affaire avec lui et [REDACTED] devait s'adresser à son fils.

[REDACTED] indique que pour sa part, Gérard Durand n'a aucune retenue et ne pense qu'à faire de l'argent. Selon [REDACTED] était prêt à concéder aux demandes de Durand en référence à l'empierrement supplémentaire non prévu au contrat qu'il voulait charger à gros prix et [REDACTED] lui a suggéré de ne pas le faire afin de ne pas créer de précédent.

[REDACTED] mentionne qu'il a parlé à M. Durand plus tard et qu'il a dit avoir promis à [REDACTED] qu'il ne s'emporterait plus et qu'il resterait calme. Selon [REDACTED] M. Durand s'est calmé par la suite. [REDACTED] dit ne pas s'être senti menacé personnellement et ne pas avoir été intimidé. [REDACTED] ajoute qu'il est prêt à recommander M. Durand comme entrepreneur en construction puisque selon lui, il fait un bon travail.

[REDACTED] décrit Gérard Durand, comme un homme d'environ 50 ans, amateur de moto et ayant l'apparence d'un motard mais [REDACTED] ne sait pas plus à ce sujet. Selon [REDACTED] il a un signe de Harley Davidson sur son camion et il possède une grosse maison et une BMW. Il fait lui-même le travail et il a une secrétaire à temps partiel seulement. Selon [REDACTED] M. Durand se qualifie comme étant un joueur de poker, il va voir les jobs avant de les soumissionner et il choisit les jobs ou il va faire "de la grosse argent".

[REDACTED]

[REDACTED] indique qu'[REDACTED] était présent lors de la réunion avec le MTQ concernant la demande pour la [REDACTED]. Lors de cette rencontre pour discuter des frais supplémentaires, [REDACTED] explique que Durand a été emporté par l'émotion. Il a eu des propos totalement inacceptables, le ton a monté et il ne se contrôlait plus. Durand a donc quitté la salle et le MTQ et [REDACTED] ont convenus d'établir un juste prix pour le compenser en fonction des travaux supplémentaires non prévus. Lors du rapport final qui a été acheminé au MTQ, [REDACTED] fait mention que la communication avec cette entreprise était difficile.

Un commentaire reçu de [REDACTED] est que selon [REDACTED] ce sont de bons menuisiers et ils sont souvent plus bas dans les prix, mais ils débalancent les bordereaux.

[REDACTED] rencontrées disent être bien conscientes du débalancement fait par cet entrepreneur. Ils disent également que le MTQ est au courant de la situation mais qu'aucune action n'est prise pour que cela cesse. Ils doivent donc eux-mêmes sur le chantier en tant que surveillant négocier un prix réaliste avec l'entrepreneur. Il est clair selon eux que [REDACTED] utilise cette faiblesse du système afin de faire plus d'argent.

Rencontre [REDACTED]

Le [REDACTED] une deuxième rencontre a eu lieu avec [REDACTED] afin de préciser certains points.

En ce qui concerne les paroles qui lui ont été adressées par [REDACTED] à l'effet que quelqu'un devait payer même si il devait casser des jambes, après que le paiement du chauffage exagéré lui ait été refusé, il n'y avait pas d'autres témoins de cet incident. Cette menace a été faite par téléphone [REDACTED]

Pour ce qui est du débalancement des bordereaux, [REDACTED] indique qu'[REDACTED] est au courant et que c'est la façon de faire de cet entrepreneur. [REDACTED] indique que même si ce n'est pas conforme aux politiques, dans la pratique le MTQ n'applique pas cette règle lors de la réception des soumissions.

[REDACTED] nous indique qu'[REDACTED] n'a pas donné suite au rapport de déficience soumis par [REDACTED] dans le contrat [REDACTED], réparations mineures [REDACTED] parce qu'[REDACTED] connaît l'entrepreneur et que selon [REDACTED] il fait un bon travail.

Conclusion /recommandations :

Deux points ressortent clairement à l'analyse des renseignements reçus des diverses personnes rencontrées. D'une part M. Gérard Durand s'est comporté de façon inacceptable en insultant les représentants des firmes de génies en surveillance et les représentant du MTQ et en prononçant des paroles de nature à menacer ces derniers ou à les intimider. Dans un cas précis, ces paroles ont été accompagnées de gestes à l'endroit de [REDACTED]. Tous les intervenants rencontrés sont d'avis que cet entrepreneur a un caractère bouillant et s'emporte dès que la situation ne fait pas son affaire. Il utilise un langage abusif et vulgaire à l'endroit des personnes avec qui il traite dès qu'il est contrarié. D'autre part, il fut établi selon les documents qui ont été vérifiés par les firmes de génie conseil impliquées que M. Durand fait un débalancement systématique dans ses bordereaux et il tente d'obtenir des quantités additionnelles sur des items dont il a exagéré les prix. Lorsque ses demandes d'ajout sont refusées les arguments deviennent rapidement hors de raison et c'est dans ces conditions que M. Durand profère ses paroles désobligeantes et menaçantes. À cet égard, nous ne sommes pas en mesure de dire si ces agissements ont influencé les décisions prises dans le cadre de paiement pour des avenants qui ont dû être considérés. Toutefois, dans un cas précis, le dossier [REDACTED]

[REDACTED] il est claire que des coûts additionnels ont été engagés par les seules décisions et agissement de Construction Randard. Il est de notre avis que la façon de faire de cet entrepreneur est à l'origine de dépenses superflues de fonds publics.

Les personnes qui ont reçu des menaces ou des paroles visant à les intimider, nous ont toutes dit qu'elles ne s'étaient pas senties en danger ni que les paroles ou les actions de M. Durand leurs avaient fait croire que leur sécurité était en péril. Bien qu'il ne souhaite pas travailler avec lui à nouveau, plusieurs ont indiqué qu'ils sont prêts à le recommander pour faire des travaux de construction.

Compte tenu des informations reçues au cours de cette enquête et du fait qu'aucune personne ayant fait l'objet de paroles abusives ou de menaces ne veule donner suite à une plainte contre l'entrepreneur en cause et que tous disent ne pas avoir été intimidé par ces paroles, nous ne croyons pas qu'il y ait d'éléments suffisants pour soutenir une poursuite criminelle et par conséquent nous ne suggérons pas de transmettre ce dossier pour enquête policière. Nous suggérons toutefois, que le MTQ informe clairement [REDACTED] que le fait de faire un débalancement des bordereaux n'est pas conforme aux règles de soumission lors d'appels d'offre et qu'une telle pratique ne sera plus tolérée à l'avenir. Ceci dans le but d'éviter le genre de situation décrite dans ce rapport et d'assurer une saine atmosphère de travail pour tous les intervenants dans la gestion des contrats.

Il est à noter que cet entrepreneur a déjà fait l'objet d'une réprimande et conséquemment exclu de la liste des soumissionnaires qualifiés pour deux ans [REDACTED] pour les mêmes raisons que celles élaborées dans ce rapport.

[REDACTED] a été rencontré le 2011-02-17 et [REDACTED] fut informé des résultats de cette enquête ainsi que de nos conclusions et recommandations.

Statut du dossier :

Dossier clos

Soumis par :

[REDACTED]

vérifié par :

[REDACTED]